



CE QUI L'ONT DIT : 3/3/17

Y. Letranchant, président du CE et dir. du réseau F3 ; O. Godard, dir. des RH France 3, O. Montels, dir. progr. régionaux, et les 3 directeurs des 3 Grandes Régions ; C. Bayol, DRH Grand est ; D. Lenormand, responsable communication Grand Est.

En guest star : F.M. Lamouret, directrice de la stratégie numérique FTV.

TRAGEDIE NUMERIQUE

- PREALABLE -

Le 15 février, la CFDT et le SNJ vous adressaient, M. Letranchant, un courrier, pour vous alerter d'une situation de conflit potentiel au sujet de la mise en œuvre de la fusion des sites internet de France 3, dans le cadre des nouvelles Grandes Régions:

« - Incohérences, dysfonctionnements éditoriaux, tensions au sein des rédactions : les nouveaux sites internet par grandes régions sont illisibles, en raison de la masse d'informations publiées sans aucune cohérence éditoriale. Ils provoquent des tensions au sein des rédactions, en particulier avec la demande faite par de nombreux contributeurs de ne plus travailler pour les sites. C'est l'alimentation en informations, et la pérennité même des sites de France 3, qui sont remis en cause.

- Inquiétude sur une fusion des rédactions et antennes << télé >> qui pourrait suivre après celle des sites internet - Perte de la proximité et de l'audience des sites internet et des JT : nos téléspectateurs et internautes ne retrouvent plus la proximité, qui est l'identité même de France 3, en raison d'une incohérence entre les périmètres territoriaux des antennes et des JT d'une part et ceux des sites internet d'autre part. ».

Par ce courrier, nous avons déclenché la procédure de saisine pour anticiper les conflits, mise en place par l'Accord sur le dialogue social du 8 décembre 2008. Selon les termes de cet accord, la direction « doit alors tenir une réunion avec les auteurs de la lettre dans un délai de 5 jours ouvrables suivant la date de réception du courrier ».

La direction n'a pas suivi cette procédure, nous proposant une première date de réunion au 6 mars, soit 3 semaines après l'envoi du courrier, puis annulant cette date pour la remplacer par une réunion le 13 mars, soit près d'un mois après l'envoi de la saisine.

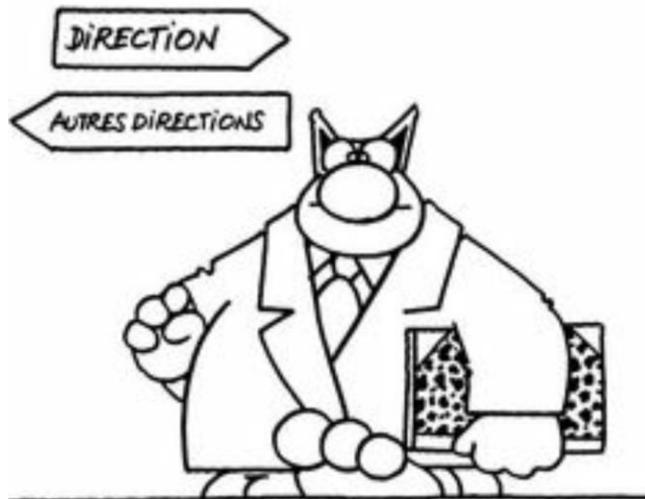
Doit-on en conclure que le motif de notre saisine, le travail pour le web en région et la place qu'occupent les régions dans le projet stratégique de France Télévisions, ne sont pas importants ?

Comment expliquez-vous que France Télévisions ait mis en ligne ces sites régionaux sans aucune concertation avec les principaux animateurs des sites web, les journalistes des rédactions régionales ? Comment expliquez-vous que France Télévisions ne se préoccupe visiblement pas de l'identité régionale et de la proximité, tentant au contraire de les éradiquer de force, en intimant à tous l'ordre de s'informer grande région, penser grande région, vivre grande région ? Comment expliquer que pour la direction et l'encadrement journalistique, le journalisme sur le web se résume à des gestes techniques - la mise en ligne de vidéos - et du re-pompage de commentaires sur MonaLisa ?

Depuis le 1er février, rien ne va plus : fin du volontariat pour travailler sur le web, alors que ce principe avait été mis en avant pour motiver les journalistes à contribuer à l'alimentation des sites ; publication sur nos pages Facebook régionales de vidéos par le national, vidéos parfois dé-publiées par les contributeurs web des régions, republiées aussitôt par FTVEN... Commentaires des internautes non modérés sur les réseaux sociaux ; Facebook live sans intérêt ; ligne éditoriale inexistante et mélange des genres... et au final... nous tous, collectivement, nous perdons notre crédibilité.

Et tout cela, donc, ne méritait pas une réunion dans les 5 jours suivant notre courrier ?

Plus on est de fous, plus on fuit !



Ils étaient 9 représentants de la direction lors du dernier CE de l'ex pôle NE. Leurs rangs s'étoffent un peu plus chaque mois, à l'image des équipes dirigeantes des nouvelles grandes régions... Encore un effort d'effectif, et la direction pourra le mois prochain monter sa propre équipe de foot ! Qu'ils ne comptent pas sur nous pour jouer les supporters. D'autant que le code du travail va droit au but : le CE est présidé par un membre de la direction, accompagné au maximum de deux personnes... soit une triplette de pétanque. Peuchère !

LE GRAND FOIR(E) 3

Point 1- reporté, le PV de la réunion de janvier n'avait pas été transmis à temps
Point 2- sur la réorganisation du réseau régional, les documents fournis sont incomplets voire faux. Comme déjà en janvier – c'est la foire, ce CE, nous exclamons nous ... Le président n'apprécie pas. Tant pis pour lui : ne pas fournir les documents aux élus, c'est même pire que la foire, c'est de l'entrave.

Mais pas de problème, le DRH France 3 nous explique que c'est parce que « l'entreprise est entrée dans une grande vague de simplification ».
La vague a tout emporté sur son passage, les documents, les postes vacants, le dialogue social. Ainsi que notre espoir d'y voir enfin plus clair dans la réorganisation et ses conséquences sur l'emploi.

Point 3 – la stratégie numérique, c'est la lame de fond, aucun document ! « Pour le numérique, il n'y a pas besoin de documents », assène la direction. C'est du virtuel au sens propre.

Quand France 3 fait son Grand Soir, en région, circulez, y'a rien à foir.

La phrase du jour : « j'ai atteint mon principe de Peter »

Vous ne comprenez pas la stratégie numérique de FTV ? C'est normal, vous avez atteint votre principe de Peter. Mais rassurez-vous, vous n'êtes pas seul. Même Mme. Lamouret, la directrice de ladite stratégie, s'y est cognée.

Au bout de 25 mn de « cross posting », de « rebonds », d'« arche », de « responsive », d'« objets », de « zones grises et/ou blanches », de contenus à « empoigner » et de millions de clics (...) Mme. Web cale. Ouf, parce que nous, on ne va pas se la « Peter », on avait atteint nos limites depuis déjà 23 minutes.

A la stratégie numérique, on a compris une seule chose : que c'était à n'y rien comprendre.



« Dans une hiérarchie, tout employé a tendance à s'élever à son niveau d'incompétence », avec pour corollaire que « avec le temps, tout poste sera occupé par un employé incapable d'en assumer la responsabilité. »

Qu'est-ce qu'elle a ma gueule ?

Plus de maquilleuse permanente à Dijon ou à Lille, de la prestation de service ailleurs, les élus du CE demandent que le maquillage, important pour l'image de nos antennes, reste une activité cœur de métier, et que la direction embauche des intermittents, de vrais professionnels du maquillage.

Pour l'heure, la direction estime que les maquilleurs(ses) en CDDU ne travaillent pas assez dans la journée pour justifier un contrat de 8H/jour. Du coup, elle se dit « pragmatique » et privilégie le recours à un prestataire... qui métamorphose nos présentateurs...

Là encore, pas de documents sur l'état de l'emploi des maquilleurs(ses) dans l'ex pôle : la direction affirme, nous sommes priés de croire. Difficile de savoir si la direction maquille la réalité – ou pas.



Marie-Huguette B., maquillée par un prestataire (qui a visiblement atteint son Principe de Peter), présentatrice de la locale de Trécon (Marne).

Stratégie numérique : adieu veaux, vaches cochons...

Là, il ne s'agit pas de foire (aux bestiaux), mais du salon de l'agriculture.

Depuis le 25 février, fleurissent sur toutes les pages Facebook du réseau régional des vidéos qui ne sentent parfois pas très bon (portrait d'un agriculteur FN par ex.). Des vidéos, des portraits, des « modules » sous titrés sans commentaires, sans contextualisation, sans explications, au ras des pâquerettes : degré zéro du journalisme.

Ces vidéos, estampillées FTVEN, sont postées d'office par ce service parisien, sans en informer les journalistes web de région, ni les rédactions en chef. Et quand certains ont eu l'outrecuidance de les dé-publier, FTVEN les reposte aussitôt.

Devant notre étonnement et notre indignation, la direction nous explique que les délégués au numérique ont beaucoup réfléchi au traitement web d'un événement d'une telle importance, et qu'ils ont décidé, réunis en atelier au salon, de tourner et de monter eux-mêmes ces modules.

Hallucinant.

- 1- Les délégués au numérique ne sont pas tous journalistes ; nos pages Facebook sont-elles de l'information ou du divertissement, de la communication ? Un terrain de jeu, d'expérimentation ? « Tout cela », nous répond la fermière en chef, fière de son troupeau « motivé ». Parce que oui messieurs dames, la motivation est plus importante que la carte de presse.
- 2- Aucun délégué au numérique n'est monteur. Là, visiblement, la direction est embarrassée. Nous rappelons que la compétence complémentaire « montage par les journalistes » (que nous avons refusée) n'est valable que pour le périmètre de la Chaine Info. Le web, sous prétexte d'expérimentation (sauvage), bafoue nos métiers et le dialogue social.
- 3- Aucune modération : sur Facebook, sous ces modules politiques, chacun y va de son commentaire. Et c'est normal : « de nouveaux droits apparaissent, le droit à la parole, c'est interactif ! ». « On est là pour raconter la vie des gens », dans une « ligne de produits qui partent à la rencontre des gens qui soutiennent un candidat ». F. Hollande traité de « porc », M. Le Pen sanctifiée, B. Hamon tourné en ridicule... Tout cela, c'est normal. Tellement normal que ces commentaires sont en ligne depuis une semaine, sans aucune modération !

Un pavé de plus dans la mare.

Rappelons que depuis le 1^{er} février, les sites régionaux ont fusionné, et que les sites Grande Région suscitent de vives protestations. Des sites à l'image du traitement web de ce salon de l'agriculture : aucune ligne éditoriale, aucune hiérarchisation de l'info, du divertissement, aucune visibilité.

Aux journalistes qui ne souhaitent plus contribuer au web, la direction a fait passer, lors de ce CE, un message clair : le volontariat, c'est FINI.

Au cours du débat, pas un mot sur l'éditorial et sur la qualité des reportages, appelés dorénavant « objets » ou « produits », que les « consommateurs empoignent ».

Oui, vraiment, le web, c'est la foire... d'empoigne.

Questions diverses

Remplacement du 5ème poste de documentaliste à Nancy : *le remplacement est envisagé de façon ponctuelle.*

Les RTT E non prises pour cause de maladie sont-elles perdues ? *oui, sauf arrangement avec la hiérarchie.*

La direction Grand Est lance des ateliers de réflexion éditoriale placés sous le signe de la co construction.
Peut-elle nous donner une définition de ce qu'elle entend par co construction?

La co construction, c'est construire ensemble ; c'est la direction qui décide au final. Mais la question de la participation est importante, il faut susciter l'intérêt pour les projets en co développement.
(Visiblement, le web n'entre pas dans le champ de la co construction !)

France 3 Alsace existe-t-elle toujours? Le visuel est-il toujours utilisé pour la communication de l'antenne? Pourquoi utiliser l'identité Grand Est pour communiquer sur un parrainage d'une manifestation locale?

C'est F3 Grand Est qui est partenaire des manifestations, plus les antennes locales, à la grande satisfaction de tous. La communication sera désormais Grand Est.

Quand le débat en CCE et en CE sur la contribution des antennes régionales à Franceinfo: aura t'il lieu? Aujourd'hui, quelles sont ces contributions?

Le débat n'a pas lieu d'être, il n'y a pas de contributions généralisées des antennes à Franceinfo:

À l'occasion des élections législatives, les soirées électorales feront elles l'objet d'émissions spéciales, une pour chaque antenne ?

La réflexion est en cours, les Directeurs Régionaux réfléchissent sur le traitement des soirées législatives. Au nom de l'autonomie « relative », il y aura des choses à faire. Mais les arbitrages ne sont pas faits.

Prochain CE le 31 mars 2017 à Strasbourg

Vos élus et représentants syndicaux SNJ et CFDT du pôle Nord Est : Nancy Gressier, Philippe Rousselle, Claude Framery (Nord Pas de Calais), Yvonne Roehrig, Cécile Poure (Alsace), Raoul Advocat (Besançon), François Latour (Dijon), Catherine Linder (CFDT), Jérôme Gosset (SNJ).